



Soumission prébudgétaire

Présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes

Août 2018

Contexte

La Canadian Communication Systems Alliance (CCSA) représente plus de 110 entreprises indépendantes fournissant des services d'Internet, de télévision et de téléphonie partout au Canada. Ces entreprises assurent leurs services auprès de centaines de milliers de clients généralement en dehors des marchés urbains, d'un océan à l'autre. Ce sont des coopératives communautaires, des firmes familiales, des municipalités et des entreprises détenues par des Autochtones. Tous travaillent et investissent dans leurs communautés. Elles relient des centaines de milliers de Canadiens qui, autrement, n'auraient pas accès à ces services de communication essentiels. Nos membres investissent dans des infrastructures situées dans des zones géographiques où les grandes entreprises de communication ne le font pas. Par conséquent, dans les régions rurales, les membres de la CCSA représentent parfois la seule source de services de communication essentiels.

Recommandations

- 1. Augmenter les investissements pour la large bande en tant qu'infrastructure essentielle.**
- 2. Diriger le financement pour la large bande vers les petites entreprises locales qui sont déjà sur le terrain.**
- 3. S'engager à ne créer aucune nouvelle taxe pour l'Internet.**

Augmenter les investissements pour la large bande en tant qu'infrastructure essentielle.

Le service à large bande devrait être considéré comme une infrastructure essentielle au même titre que l'électricité et les routes. Le gouvernement a fait des progrès importants avec son

programme de 500 millions de dollars sur cinq ans, *Brancher pour innover*. Mais il faut beaucoup plus d'argent pour atteindre l'objectif du Canada qui consiste à étendre le service à large bande pour tous les Canadiens. Dans l'économie numérique d'aujourd'hui, il est primordial que le gouvernement investisse dans l'infrastructure à large bande du pays, tout comme il le fait pour d'autres infrastructures physiques jugées essentielles au bien-être et à l'avenir de nos collectivités.

Notre recommandation pour le prochain cycle budgétaire est que le gouvernement continue de consulter la CCSA et ses membres à mesure que le programme *Brancher pour innover* est mis en œuvre et que ce programme se poursuive et soit élargi. Nous demandons également que le gouvernement envisage de nouveaux investissements dans l'infrastructure de large bande, compte tenu de l'importance de l'accès Internet haute vitesse pour tous les Canadiens, peu importe où ils vivent, ainsi que pour la compétitivité économique et la productivité du Canada.

Diriger le financement pour la large bande vers les petites entreprises locales qui sont déjà sur le terrain.

Notre deuxième recommandation est que le gouvernement finance directement la large bande de manière à tirer parti de l'expertise et des ressources des fournisseurs locaux de services de communication, ainsi que des réseaux qu'ils ont déjà mis en place. Les petits fournisseurs de services Internet locaux dans l'ensemble du Canada ont une valeur considérable à ajouter pour étendre les services à large bande dans les régions rurales. Puisqu'ils sont « sur le terrain » de leurs communautés, ce sont les fournisseurs de services locaux qui comprennent le mieux les besoins de leurs collectivités. Ils savent étirer la valeur d'un dollar beaucoup plus que les grandes sociétés de communication. Mieux encore, ce sont les fournisseurs de services locaux qui sont les plus motivés à pourvoir la connectivité dont leurs collectivités ont besoin pour survivre et prospérer. Et ce, parce qu'ils sont également citoyens de ces collectivités.

S'engager à ne créer aucune nouvelle taxe pour l'Internet.

Les membres de la CCSA et le gouvernement fédéral, au moyen de son programme *Brancher pour innover*, s'engagent à fournir des services à large bande aux Canadiens de manière efficace

et abordable. Nos membres et les consommateurs canadiens sont très favorables à l'objectif du gouvernement d'étendre les services à large bande aux régions du pays qui sont actuellement mal servies. Toute nouvelle taxe envers les fournisseurs de ces services serait préjudiciable à cet important objectif. Ainsi, nous recommandons que le gouvernement n'impose aucune nouvelle taxe aux fournisseurs de services Internet du Canada.